

## **Irak : Bush prépare laisse un lourd héritage... Au suivant !<sup>1</sup>**

***Bush continue à travestir la vérité sur la situation en Irak. Pour justifier une présence militaire américaine à long terme dans le pays. « Qui a été envahi pour le pétrole » confirme Alan Greenspan, ancien président de la Banque centrale américaine. Il reviendra aux successeurs de George « doublevé » de gérer une situation toujours plus inextricable.***

George Bush, s'il n'avait pas été longuement programmé par les néoconservateurs américains pour être président, aurait sans doute rêvé de jouer les prédicateurs. Au lendemain du 11 septembre 2001, sur ce ton messianique qu'il apprécie tant, il clamait au monde sa vérité : « *A cause de sa bonté, l'Amérique a été attaquée par des fanatiques musulmans qui haïssent nos libertés.* » Explication simple et percutante qui permettait d'inscrire le drame des *Twin Towers* dans cet autre de ses fantasmes : les Etats-Unis sont en première ligne dans « *la lutte entre le bien et le mal* ». Il lui suffisait alors de tracer la ligne lors d'un célèbre sermon prononcé dans la cathédrale de New York, entouré de religieux de toutes les confessions : « *Nous devons débarrasser le monde du mal.* » Et « *Nous demandons à Dieu tout puissant de protéger notre pays.* » Saint George « doublevé » n'avait plus qu'à revêtir son armure et partir à la chasse au dragon.

Au vu des résultats de sa quête, il n'a pas rencontré Dieu. Mais il semble toujours guerroyer dans la stratosphère. Au moment où le monde et les Etats-Unis s'interrogent sur les résultats de sa sanglante croisade, le locataire de la Maison Blanche est plus perdu que jamais.

Certes, pour la première fois depuis quatre ans et demi, c'est-à-dire depuis le début de la guerre en Irak, George Bush a évoqué le 13 septembre une réduction des troupes engagées en Mésopotamie. Mais tout en prenant bien soin dans son discours de ne pas prononcer le mot « retrait ». Il n'a fait que tenir une position construite au fil des derniers mois au sein de l'administration pour tenter de camoufler la gravité de l'échec subi. 20 000 seraient retirés d'ici à juillet 2008, un retrait qui ramènerait les effectifs à celui qu'ils atteignaient l'an dernier. Et M. Bush a souligné que son pays devrait continuer à s'impliquer pendant des années au Moyen-Orient.

Les éditoriaux de la presse américaine et internationale n'ont guère été tendres. Pour le *New York Times* il n'y a désormais « *ni retrait ni stratégie* ». « *Le président n'a pas reconnu que, selon les critères qu'il a lui-même fixés en janvier, l'augmentation des effectifs en Irak a été un échec* », a commenté le *Washington Post*. Et comme l'a noté moins sèchement l'*International Herald Tribune*, « *il n'a plus de troupes pour poursuivre leur augmentation initiée cette année et n'a donc plus d'autres choix.* » Par ailleurs, M. Bush, malgré l'illustration ainsi faite des limites de la puissante armée américaine, a donc confirmé une présence prolongée dans les années à venir en Irak. Il laisserait ainsi à ses successeurs le cadeau empoisonné de la gestion d'un véritable retrait après fiasco. « *Une situation similaire, a rappelé l'IHT, à celle de la Corée du Sud où les Etats-Unis sont présents depuis un demi-siècle.* » On comprend dès lors que, même si la stratégie présidentielle semble s'infléchir, les opposants démocrates ne se sont évidemment pas montrés satisfaits et l'ont fait savoir, peu enthousiastes à l'idée de se laisser enfermer dans le piège que le président a lui-même tendu à son pays.

### **Un scénario préfabriqué**

Le général Petraeus avait préparé le terrain. Le commandant des forces américaines en Irak avait estimé, quelques jours avant le show présidentiel, que les opérations anti-insurrectionnelles pourraient

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 337 du *Journal du Mardi*, 2 octobre 2007,

durer « *au moins neuf ou dix ans* ». Ce qui donne tout son sens à l'aggiornamento tactique actuel de la Maison Blanche. En janvier dernier, George W. Bush avait demandé au Congrès de lui laisser du temps pour évaluer les résultats de son « *nouveau chemin pour aller de l'avant* ». Jusqu'au mois de septembre, une date butoir pour les parlementaires, non seulement démocrates mais aussi certains Républicains de plus en plus perplexes devant la vanité de la stratégie militaire de Bush. Il fallait donc construire un scénario pour tenter de calmer le jeu. C'est ce qui explique la visite surprise du président américain en Irak, une semaine avant que le général David Petraeus, et l'ambassadeur des États-Unis en Irak, Ryan Crocker, ne présentent au Congrès un rapport sur les soi-disant progrès effectués dans le pays. Il avait déjà dit que les recommandations de Petraeus et Crocker lui serviraient à adapter sa tactique. Mais pour garder le cap sur l'essentiel, comme l'affirme la chercheuse Alexandra de Hoop Scheffer, de l'Institut d'études politiques de Paris. Pour celle-ci, « *En réaction aux résultats mitigés du renfort des troupes américaines en Irak, le commandement militaire états-unien est contraint d'essayer de nouvelles tactiques pour mettre en œuvre la stratégie définie en janvier 2007 (...) Il est clair que sur le moyen terme la présence américaine ne peut être raisonnablement mise en question. L'accent pourrait être mis sur un changement du rôle et des missions des militaires (rôle de transition, formation de l'armée irakienne, reconstruction). Ces rapports (de Petraeus et Crocker) pourraient aussi être une invitation à la communauté internationale à jouer un rôle plus important notamment sur le plan politique.* »<sup>2</sup>

Un calcul plus que hasardeux. Car si un retrait n'est pas à l'ordre du jour, le discours officiel américain évite désormais d'utiliser le mot « *victoire* », évoquant « *un retour après succès* ». Un glissement sémantique qui, devant l'évidence des faits, ne signifie strictement rien de positif. Mais témoigne de l'absence de toute vision un tant soit peu sérieuse pour se dépêtrer du borborygme moyen-oriental. On ne se bousculera pas au portillon pour venir au secours d'un stratège en perdition quand, bien au contraire, les alliés de la « *coalition* » se désengagent les uns après les autres. Cruel bilan.

### **Tromperie...**

Pourtant, pour le pouvoir de Washington, les attentats du 11 septembre ont aussi constitué une opportunité aussitôt saisie pour tenter d'obtenir le soutien de l'opinion publique nationale et mondiale à sa politique d'hégémonie. On se souvient ainsi de cette profession de foi apocalyptique des « *néocons* » en 1997 intitulée « *Pour un nouveau siècle américain* ». On y lisait que, pour asseoir la suprématie des oligarques américains sur le monde, « *un choc comparable à celui provoqué par le bombardement en 1941 de Pearl Harbor* » serait bien utile. Comme une annonce des attaques contre le WTC ? Ben Laden, l'ancien homme de main de Washington en Afghanistan, qui, quelques mois encore avant les attentats, était soigné dans un hôpital américain de Dubaï, se montra, en tout cas, l'homme de la situation. Et, sous prétexte de « *légitime défense* », une coalition - relayée par l'OTAN - envahit l'Afghanistan dès le mois d'octobre pour y déloger les talibans et prétendument mener la chasse au mystérieux et insaisissable Ben Laden, ce fantôme qui apparaît opportunément ici et là (et encore une fois à la veille de l'intervention présidentielle) sans qu'on puisse jamais garantir qu'il n'est pas une pure invention médiatique. C'est dans la foulée que fut élaborée la doctrine de la « *guerre préventive durable contre le terrorisme* » - contraire au droit international - qui a mené à l'invasion de l'Irak et qui risque de conduire, si certains docteurs Folamour imposent leurs vues, à se traduire par une nouvelle guerre contre l'Iran. Selon certaines estimations, le conflit en cours a coûté la vie à plus d'un million d'Irakiens et à près de 3800 soldats US, sans parler des millions de réfugiés et des dizaines de milliers de GI's blessés ou victimes de troubles psychologiques graves.

---

<sup>2</sup> « *Washington veut changer de tactique tout en gardant le cap* ». A lire sur le site de l'Humanité ([www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)), édition du 5 septembre 2007.

Le mécanisme élaboré par Bush pour tromper l'opinion nationale et internationale afin de justifier ce qui allait se révéler une sanglante boucherie a été depuis longtemps éventé. Le journaliste Sidney Blumenthal, chroniqueur au *Washington Post* et ancien collaborateur de Bill Clinton, vient de révéler les confidences de deux responsables de la CIA. Dès le 18 septembre 2002, le directeur de la CIA, George Tenet, avait fait part à George W. Bush d'une information « *ultrasecrète* » selon laquelle l'Irak ne possédait pas d'armes de destruction massive. Bush a réagi en s'exclamant qu'il « *n'en avait rien à f...* ». L'« *estimation des agences nationales de renseignement* » distribuée aux membres du Congrès en octobre 2002 affirmait donc que l'Irak possédait des armes nucléaires, biologiques et chimiques. Une semaine plus tard, les élus autorisaient l'« *usage de la force en Irak* ». Le 5 février 2003, l'ex-secrétaire d'État, Colin Powell, affirmait devant le Conseil de Sécurité de l'ONU : « *Nous avons des descriptions de première main de fabriques d'armes biologiques sur route ou sur rail.* » Il se fondait sur de prétendues révélations d'un « *informateur hautement fiable* » portant le nom de code de « *Curveball* ». Il s'avéra par la suite qu'il s'agissait d'un chauffeur de taxi de Bagdad...

### ...et cynisme

Tout cela, les chancelleries occidentales appelées à la rescousse le savent. Comme elles ne peuvent évidemment ignorer l'état des lieux. La « guerre contre le terrorisme » ? L'ombre d'Al Qaeda et de ses franchisés plane plus que jamais sur le monde. Au Maghreb, les attaques en tous genres se sont multipliées. Le Liban, la Somalie, l'Arabie saoudite, l'Égypte, mais aussi les pays d'Asie centrale et du Caucase, l'Indonésie et les Philippines sont sous la menace des islamistes. En Afghanistan, les talibans ont promis une nouvelle offensive contre les forces occidentales. Et au Pakistan voisin, de nombreuses régions échappent au contrôle de l'État. Selon l'International Institute for Strategic Studies (IISS), « *Depuis six ans, les Etats-Unis et leurs alliés luttent pour éradiquer la menace terroriste et il est de plus en plus clair qu'ils n'ont pas réussi.* » Il estime que les Etats-Unis « *ont perdu une partie de leur autorité au niveau international en raison de leur échec à rétablir l'ordre en Irak.* » Sans doute. Mais les stratèges nord-américains se servent cyniquement de cette situation pour accroître le nombre de leurs bases militaires. Comme la récente mise en place d'un commandement opérationnel dans le Sahel africain. C'est que, à Washington, on ne perd pas le nord. Et la tentation de contrôler les flux pétroliers en Asie et en Afrique est toujours présente<sup>3</sup>. Avec, à la clé, de juteux contrats pour les amis de George Bush. Un élément trop peu rappelé et qui explique aussi l'obstination de la Maison Blanche, malgré le prix à payer par la nation américaine. 600 milliards de dollars ont été engagés dans la traque d'Al Qaeda.

### « Nettoyage communautaire »

Mais pour en revenir à l'Irak, le président du GAO (*Government Accountability Office*), organisme chargé de contrôler l'action gouvernementale américaine, David Walker a constaté : « *Il est difficile de dire si les violences interconfessionnelles ont diminué (...). La moyenne des agressions contre les civils est restée inchangée de février à juillet 2007.* » Dans une émouvante lettre-témoignage, Omar Mora, un marine depuis lors mort sur le terrain, dénonçait récemment avec plusieurs de ses amis, les mensonges de ceux qui dépeignent un « *conflit de plus en plus gérable, sans tenir compte des troubles civils, politiques et sociaux que nous voyons monter chaque jour.* » La peur règne dans le pays. Selon un autre document, rédigé sous la présidence du général à la retraite James Jones, ancien commandant des forces américaines en Europe, la police irakienne, rongée par la corruption et les divisions confessionnelles, est « *opérationnellement inefficace* » et l'armée ne sera pas capable d'assurer la

---

<sup>3</sup> « Je suis triste qu'il soit politiquement incorrect de reconnaître ce que tout le monde sait : la guerre en Irak est largement une question de pétrole », avoue Alan Greenspan dans une récente autobiographie. Il est ainsi le deuxième haut fonctionnaire à faire de telles déclarations. Après Paul Wolfowitz...

sécurité du pays avant longtemps. Pour 61% des Irakiens, la sécurité s'est détériorée depuis six mois et malgré le déploiement de troupes américaines supplémentaires. Sur le plan politique, la législation sur la « débaasification », qui vise à favoriser la participation des Sunnites au sein du gouvernement, ne progresse pas. Pas plus que le partage des ressources pétrolières entre les ethnies et les confessions. Dans l'ouest du pays, sanctuaire d'Al Qaeda, les radicaux mènent une campagne de « nettoyage communautaire » en visant le contrôle de Bagdad. Pour le directeur de l'Observatoire des pays arabes (France), Antoine Basbous, « *L'évolution de la guerre en Irak révèle au grand jour l'ampleur de la défaite américaine, dont l'onde de choc risque de déstabiliser toute la région et de menacer la sécurité des approvisionnements pétroliers, donc l'économie mondiale.* » Et « *la donne géopolitique consécutive au 11 septembre a provoqué un raidissement du régime iranien* » qui voit « *une opportunité historique pour étendre (son) influence de la Caspienne à la Méditerranée, suscitant une plus grande radicalisation des chiites, à qui les Etats-Unis venaient d'offrir le pouvoir en Irak (...)* L'instabilité (de l'espace islamique) est prévisible pour encore au moins deux décennies, sinon davantage. »<sup>4</sup> George Bush semble se moquer de tout cela comme poisson d'une pomme. Autiste, il a choisi d'ignorer que deux Américains sur trois sont opposés à la guerre. Une victoire, la « seule issue » possible revendiquée par le président en mars 2003 ? « *Allons, chacun sait que c'est fini. L'Amérique aurait 300 000 soldats sur place que cela n'y changerait rien* », a tranché sur une chaîne de télévision un expert militaire. M. Bush a décidé de transmettre la guerre à son successeur. On attend des candidats à la présidentielle une clarification de leur stratégie à propos du Proche et du Moyen-Orient. Ils sont désormais au pied du mur.

### **Pauvres héros**

Dans l'attaque contre le *World Trade Center*, on a dénombré et identifié 2974 victimes. Chaque année, leurs noms sont lus sur le site du drame. Et il y a celles que les autorités ne veulent pas reconnaître. Elles se comptent par dizaines de milliers, comme ces volontaires et ces habitants de New York tombés malades après avoir été exposés, lors du déblaiement des ruines, aux poussières toxiques pleines d'amiante, de dioxine, de benzène, de plomb, de cadmium. Sans assurance maladie, ruinés par les frais médicaux, quelque 70 % des 25 000 volontaires qui ont travaillé sur le site de *Ground Zero* souffrent de graves problèmes respiratoires, d'insuffisance rénale, de sinusites chroniques, d'hypertension, d'ostéoporose due aux stéroïdes pris pour régénérer des tissus pulmonaires à bout de souffle. Un seul cabinet d'avocats, qui - représente quelque dix milles plaignants ; estime à plus de cent le nombre de ses clients décédés.

---

<sup>4</sup> « L'indomptable dynamique islamiste », Le Monde, le 7 septembre 2007.